

Des Belges perquisitionnés à Bujumbura

Burundi Poursuite de l'escalade anti-belge du régime de Pierre Nkurunziza ?

Tôt jeudi matin, les résidences de la concession "Les appartements du lac", à Kabondo, un quartier de la capitale burundaise où vivent des Belges, dont du personnel diplomatique, ont fait l'objet de perquisitions.

Prévenu, le consul de Belgique est arrivé sur place. Selon une source burundaise, après discussion, les perquisitions ont été menées par des policiers non armés. Une autre source burundaise évoque plutôt des agents du Service national de renseignement.

Aux Affaires étrangères belges, on se contente de dire que "le consul est resté sur place jusqu'à la rédaction du procès-verbal des perquisitions" et que celles-ci n'ont "pas eu lieu dans les résidences de personnels diplomatiques", protégées par la Convention de Vienne.

Cet incident s'inscrit dans une escalade du discours anti-belge des autorités du régime de Pierre Nkurunziza,

dont l'obstination à prêter un troisième mandat, interdit par l'accord de paix d'Arusha, qui a mis fin à la guerre civile (1993-2005), a plongé le pays dans une profonde crise.

Obtenu le remplacement

En octobre 2015, Bujumbura avait demandé le remplacement de l'ambassadeur belge, qui avait protesté contre les graves violations des droits de l'homme depuis le début de la crise – et l'a finalement obtenu. Après l'organisation, le 21 novembre dernier au Sénat belge, d'une conférence sur les violations des droits de l'homme au Burundi, le patron du parti au pouvoir, le général Ndayishimiye, avait accusé la Belgique d'être l'"ennemie" du Burundi. Et au début de ce mois, le porte-parole du gouvernement accusait la Belgique et un des orateurs burundais entendus par le Sénat belge d'être responsables d'une tentative d'assassinat du porte-parole du chef de l'Etat burundais.

Marie-France Cros